

Expérience de mobilisation à Clichy et dans le 92 Nord. Quelles perspectives pour la rentrée de septembre 2008 ?

Le désengagement de l'État en matière d'Éducation s'est déjà fait sentir à la rentrée 2007 avec environ 5000 suppressions de postes. Cependant, l'annonce du gouvernement de supprimer plus de 11000 postes pour la rentrée 2008 et les conséquences concrètes en termes de conditions de travail (augmentation du nombre d'élèves par classe, impossibilité de dédoubler les classes dans les matières expérimentales, les langues, etc.) et d'offre de formation (suppression d'options et de filières BEP) ont constitué les éléments déclencheurs d'une mobilisation puissante. Cette puissance s'explique également par le refus du gouvernement d'augmenter les salaires et par le projet de casse de la fonction et du service publics d'éducation que le rapport Pochard.

La limite du supportable a été atteinte pour de nombreux enseignants qui jusque là restaient sceptiques sur la possibilité de mettre un frein au plus vite à la politique gouvernementale. Les résultats de la grève nationale du 18 mars, à l'appel des syndicats, ont été particulièrement bons dans trois des cinq établissements de Clichy. Cependant, de nombreux échanges ont fait apparaître la conscience que les journées d'action éparpillées ne constituaient pas une réponse susceptible de contrer les attaques du gouvernement. Des militants syndicaux de lutte ont alors entrepris d'organiser la suite de la mobilisation, dans un premier temps au niveau de la ville, en relation avec les collègues mobilisés de l'AG d'Île-de-France, notamment du 93.

Le jeudi 20 mars, une première assemblée générale a réuni une cinquantaine de lycéens, de parents d'élèves et de professeurs des cinq établissements secondaires de Clichy. Un bilan des attaques a été dressé (environ 20 suppressions de postes sur la ville !) et une liste de diffusion constituée afin de faire circuler les informations et d'organiser le mouvement.

Le mardi 25 mars, une deuxième assemblée générale s'est tenue, une liste de revendications et un calendrier d'action ont été adoptés. Afin de mobiliser le maximum de forces en présence, ces actions ont visé à informer les parents d'élèves et la population (tractage, signature de pétition, contacts avec la presse), à étendre le mouvement au primaire et aux enseignants du secondaire non encore mobilisés. Une manifestation a été organisée dans Clichy et des délégations d'enseignants se sont adressées aux professeurs non grévistes du jeudi 27 mars. Ces interventions ont permis de faire émerger des débats et de rompre un cercle vicieux, transformant le « pourquoi je bougerais si les autres ne le font pas ? » en « les autres bougent, pourquoi pas moi ? ». Cet effet d'entraînement a été un facteur important dans la mobilisation, la participation des professeurs des établissements les moins mobilisés a été plus importante aux AG et aux actions (grèves, tractages, campagne de signature de pétition...) qui ont suivie. Des tournées dans certains établissements des villes voisines et dans quelques écoles de Clichy ont également été organisées.

La volonté des enseignants, parents et élèves en lutte d'agréger le maximum de forces s'est également concrétisée en invitant des enseignants d'autres établissements du bassin à l'assemblée générale du mardi 1er avril. Des enseignants de Levallois, d'Asnières, de Villeneuve-la-Garenne, de Courbevoie, de Gennevilliers et de Nanterre se sont rendus à cette AG et à celles qui ont suivi. Des responsables syndicaux du 92 se sont également joints à ce noyau de mobilisation et ont soutenu les revendications exprimées, telles que la nécessité d'accélérer le calendrier de mobilisation proposé jusqu'alors par les directions syndicales, d'appeler à une grève « Île-de-France » le jeudi 10 avril (alors que seuls les syndicats du 93 avaient appelé dans l'unité à celles des 20 et 27 mars) ou encore de faire la jonction avec les actions des enseignants du primaire le mardi 15 avril. Ces journées s'inscrivant dans une logique d'extension du mouvement ont connu un

succès, même si certains enseignants ont fait une « pause » mardi 15 avril. Des actions après les vacances de Pâques ont également été programmées : inauguration d'une banderole sur la Mairie (les élus locaux ont soutenu le mouvement et ont écrit à l'Inspection d'Académie pour appuyer les revendications), tenue de réunions dans certains établissements ainsi que d'une réunion publique pour informer les parents d'élèves et réussir les journées d'action nationales des 15, 18 et 22 mai.

Lors de l'AG Île-de-France du jeudi 27 mars, il a été fait part du besoin pour les directions syndicales que des indices de mobilisation existent avant qu'elles ne lancent des appels à la grève. Dans le 92 Nord, des enseignants, des parents, des lycéens et des représentants syndicaux (notamment du SNES, de la CGT, de SUD et de la CNT) ont participé à la construction des indices nécessaires aux directions nationales pour qu'elles appellent à la grève du 15 mai.

Ils ont également construit les conditions d'une lutte volontariste, misant sur la capacité de la « base » à s'organiser et à se mobiliser. Ils ont ainsi mis en œuvre une culture d'appropriation du mouvement, opposée à la lutte par procuration qui laisse le champ libre au gouvernement pour corrompre certaines directions syndicales. Celles-ci, par malhonnêteté ou par absence de vision à long terme, et pour garder les prérogatives de leurs appareils, font le jeu du gouvernement en s'efforçant de dissoudre le mécontentement des salariés dans des grèves ponctuelles ; grèves dont les mots d'ordre n'ont cessé de varier malgré leurs insatisfactions, entérinant ainsi les défaites passées et ne faisant pas apparaître de perspectives de victoires futures.

S'il fallait trouver un caractère positif à leurs manières de conduire la lutte cette année, il faudrait oser dire que les divers accords que ces directions ont pu signer avec le gouvernement ne feront qu'accélérer la prise de conscience pour la base qu'elle ne peut vaincre en luttant par procuration, par l'élection de délégués à qui il est laissée carte blanche.

La tenue d'assemblées générales locales, leur coordination aux niveaux départemental, régional et national, l'élection de délégués révocables dont les interventions dans des assemblées générales plus larges ou dans les instances syndicales doivent se faire sur la base de mandats clairs, faisant notamment état des revendications et des actions envisagées pour en obtenir la satisfaction, sont des éléments essentiels pour la victoire sur le gouvernement Sarkozy.

Certaines sections syndicales, notamment le SNES 92, a fait un premier pas en ce sens en proposant que se tiennent des AG dès la prérentrée. Des propositions d'actions émergent également comme le recours à la grève reconductible et le blocage de l'appareil de production. L'Inter FSU 87, de Limoges, émet même quelques précisions : blocages des dépôts d'hydrocarbures, blocage des hypermarchés, barrages routiers... Des axes de revendications se distinguent : les salaires (des retraites et des services publics...) et l'emploi (suppressions de postes, attaque des statuts...). Concernant ces problèmes, le gouvernement Sarkozy a montré son incapacité à les résoudre et son acharnement à continuer de mettre en place ses mesures tient de l'acharnement idéologique. S'étant attribué dans ses discours le monopole du pragmatisme, ce gouvernement montre non seulement son caractère idéologique, mais également sa capacité éhontée à user d'une propagande intellectuellement malhonnête. Notons également que ces axes concernent tous les secteurs, privés comme publics, et constituent la base de l'essentielle convergence de ces secteurs pour la victoire.

**S.,
syndicaliste enseignant
92 Nord**